

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

VENDREDI 2 OCTOBRE 1981

N° 131

PRIX : FRANCE 2 F
ANTILLES 3 F

Editorial

LE CHANGEMENT, OUI !
MAIS SI NOUS LE FAISONS.

« Changement » ! le mot est repris et circule dans la population. Mais si ce terme est aussi le même dans la bouche de ceux qui gouvernent, il ne recouvre certainement pas la même chose pour les pauvres. Le changement pour le gouvernement, c'est quelques têtes qui ont changé, tandis que quelques gros capitalistes comme Audebert font connaissance avec la prison en Guadeloupe.

Pour le reste, c'est toujours le chômage, la vie chère et la continuation du « racisme officiel » les choses n'ont pas changé. Et c'est somme toute, normal, car ceux qui dirigent, situés à 7 000 kilomètres ne peuvent pas régler nos problèmes à notre place.

Mais des travailleurs ont commencé à donner un autre sens au mot changement.

C'est ce qui s'est passé en Guadeloupe où les travailleurs de l'hôpital de Pointe-à-Pitre ont contraint par la grève le directeur à revenir sur le licenciement de 2 agents. Puis ce fut au tour de l'usine de Grosse-Montagne où toujours en se mobilisant, les ouvriers ont fait plier l'usiner Simonnet qui a dû consentir à payer aux ouvriers la prime que ce dernier refusait de leur accorder depuis des années.

En Martinique aussi les signes de protestation se multiplient. A Fonds-Batelière, les habitants du quartier, fatigués d'attendre les équipements collectifs qui leur font défaut occupent à deux reprises la mairie de Schoelcher pour obtenir que des bornes-fontaines soient apposées afin que de l'eau leur soit distribuée.

A Case-Pilote, c'est toute une fraction de la jeunesse qui conteste vigoureusement la façon dont le maire, le giscardien Roger Lise gère les affaires municipales. A l'heure où nous écrivons, deux Pilotins font la grève de la faim pour obtenir qu'une commission d'enquête vienne regarder plus précisément les comptes d'une commune d'où toute activité économique est pratiquement bannie.

Dans ces divers exemples, les travailleurs, les jeunes, la population en général n'ont pas attendu qu'un ordre leur parvienne de 7 000 kilomètres, de Mitterrand ou d'Emmanuel pour s'occuper de ses propres affaires.

Et c'est dans cette voie que nous travailleurs, et jeunes devons aller. Car le changement sera ce que nous ferons. Et il y a bien des choses à changer : en commençant notre condition d'exploités et d'opprimés. Et il y a l'humiliation permanente du racisme officiel qui veut que les blancs détiennent tous les leviers économiques et politiques aux Antilles.

Là aussi, les pauvres, les opprimés, les noirs pauvres ont un « changement » profond à apporter : mettre fin à l'arrogance et au racisme de ceux qui même s'ils se montrent maintenant un peu plus discrets, n'en contribuent pas moins à freiner l'évolution des peuples des Antilles en les maintenant sous l'emprise coloniale.

CE QUI A CHANGE EN MARTINIQUE DEPUIS LE CHANGEMENT DU GOUVERNEMENT : QUELQUES PETITES RETOUCHES SUR LA FAÇADE, MAIS LES PROBLÈMES DE FOND DÈMEURENT



Le problème de fond demeure : la misère.

Après quatre mois de nouveau gouvernement, on peut faire un bilan de ce qui a changé en Martinique.

D'abord du côté de l'exercice des libertés démocratiques, on note que l'« escadron Dijoud » de gardes mobiles a été renvoyé en France. On observe d'autre part un comportement moins arrogant et une présence moins marquée des gendarmes, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient totalement absents. Les manifestants de Case-Pilote ont pu se rendre compte lorsqu'ils ont été évacués par ces mêmes gendarmes de la mairie qu'ils occupaient ; du

moins cela s'est-il fait sans coups de crosse ni coups de matraque comme à l'accoutumée. Sans doute les pandores ont-ils reçu des ordres de modération.

Les policiers semblent également avoir perdu leur brutalité coutumière contre les jeunes. On les voit désormais plus souvent déambuler dans les rues de Fort-de-France, le carnet de PV à la main, coller des amendes aux automobilistes mal stationnés. Telle semble être désormais leur principale occupation.

A FR3 également on note une légère amélioration avec davantage d'informations

locales, bien que les heures des programmes soient toujours aussi réduites. Mais surtout on remarque une attitude nouvelle de la part de la direction de la station : le directeur M. Beauzda n'est-il pas allé s'excuser de ce que l'information avait été traitée d'une façon partisane en faveur du maire (de droite) de Schoelcher lorsque la population avait protesté contre le manque d'eau ? Il est vrai qu'il avait fallu pour cela une protestation de maître Mauvois, (du Parti Communiste) au nom des habitants, et que l'information rectifiée n'est pas repassée à la télévision... Les téléspectateurs n'ont donc pas pu s'en rendre compte !

Dans le domaine de l'enseignement on note également un changement de ton. Si le Recteur Chaudet, bon représentant de la politique autoritaire du précédent gouvernement, est toujours là, par contre il dit des choses un peu différentes. Lui qui faisait des discours musclés contre le créole, il déclare aujourd'hui que les enseignants...français doivent apprendre cette langue pour mieux se familiariser avec le milieu des enfants à qui ils auront à enseigner ! Lui qui avait rejeté la participation des syndicats dans les commissions d'affectation des enseignants, il l'accepte désormais. Enfin il ne répète plus à tous vents qu'il faut faire venir des enseignants

Suite P. 4

SODEG. ALORS QUE LES GROS PILLENT LES CAISSES, LES PETITS DEVRAIENT SUBIR LEUR LOI..!!!

Ainsi après plus de 24 heures passées en garde à vue au commissariat de Pointe-à-Pitre, Jean Audebert, patron des patrons, chef de file de l'oligarchie d'affaires béké (blanc créole) de la Guadeloupe s'est retrouvé libre. Son frère Philippe, lui a été incarcéré.

Et la rumeur publique met en cause bien d'autres personnages. Un jour c'est sur tel conseiller général, un autre sur tel autre concessionnaire automobile de deux grandes marques françaises, ou sur tel autre maire, que se porte la suspicion.

« La justice avance lentement mais sûrement », nous dit-on. Et, de ci de là quelques grosses têtes sont jetées en pâture au public.

La population trouve que la justice est lente. Lenteur judiciaire ou attermoiement et pressions en raison des gros bonnets qui seraient éclaboussés par cette affaire ? La question reste posée.

Mais si le scandale a éclaté à la SODEG

parce que les détournements se sont joués sur des milliards de centimes, il serait tout à fait faux de croire que certains cadres de cet organisme sont les seuls à avoir ce genre de pratiques. Détourner à des fins personnelles des sommes d'argent sous forme de pots de vin, de tripatouillages au niveau des adjudications de travaux, de livraison occultes de matériaux pour la construction de somptueuses villas, sont des pratiques qui sont loin d'être exceptionnelles dans ces milieux d'affaires. Certes, les trafiqueurs ne se retrouvent pas tous PDG de sociétés dans le sud de la France ou directeur de plusieurs sociétés, mais tous n'en demandent pas tant ou ne peuvent arriver jusque là...

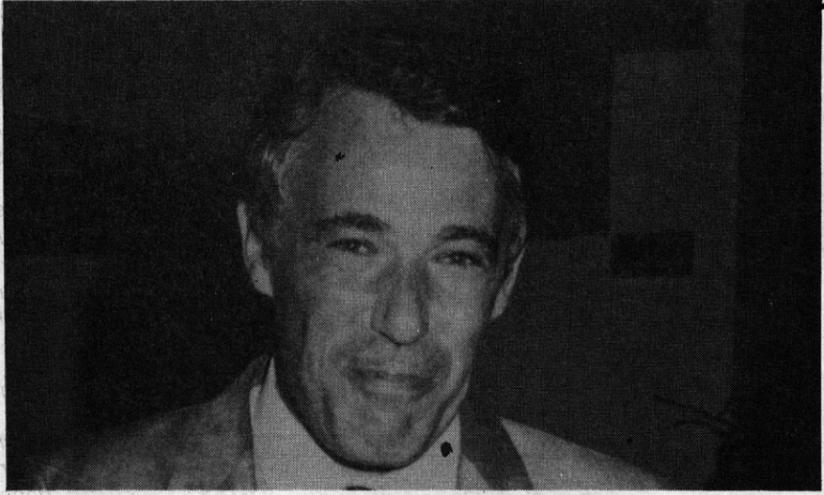
Dans de nombreux organismes publics, parapublics, financiers, en liaison avec de grands travaux routiers qui s'éternisent, de grands travaux qu'il faut refaire, recasser, il y a des opérations juteuses qui se traitent et à partir desquelles se construisent

des fortunes fort conséquentes.

La corruption n'est pas le fait uniquement des quatre ou cinq grosses têtes appréhendées et mises sous les verrous, ni même celui de quelques autres sur lesquelles plane la suspicion actuellement. Elle touche de nombreux secteurs. Elle s'appuie aussi sur de hauts cadres de l'état et sur des hommes dans le personnel politique de la bourgeoisie. Et c'est bien dans l'ordre des choses car une société capitaliste, décadente et de surcroît colonialiste ne peut que sélectionner des hommes, des responsables de l'état à son image, de moins en moins dévoués à la cause publique. Et dans ces colonies que sont les Antilles-Guyane, le « fric-frac sans prendre de risque », le « détournement silencieux » sont encore bien plus tentants pour de tels hommes, que l'administration centrale se trouve bien loin et qu'ils se sentent plus protégés et hors de tout simulacre de contrôle.

Suite page 4

ENCORE UNE BOURDE RACISTE DE CHAUDET



Chaudet : Recteur.

Dans tous les secteurs de la vie sociale, économique, politique ou culturelle c'est toujours le même racisme officiel qui a cours.

Un exemple : la récente déclaration du Recteur Chaudet. Celui-ci malgré ses efforts pour paraître plus « coopératif » vis-à-vis des syndicats enseignants ne peut guère s'empêcher de laisser sortir des stupidités racistes.

La « dernière » de Chaudet, c'est de proclamer fièrement devant les téléspectateurs et à la radio qu'il va faire donner des cours de créole aux enseignants blancs, (français) arrivant ici.

Comme cela, ils pourront mieux comprendre les élèves dont beaucoup (les plus jeunes) parlent et comprennent mal le français.

Chaudet serait bien en peine de comprendre comme sa déclaration est méprisante et raciste envers les Antillais. Haut fonctionnaire blanc dépêché ici par le pouvoir colonial, autrefois celui de Giscard, il remplit ici la fonction de contrôler la bonne marche de l'enseignement tel qu'il est conçu en France. Mais il est incapable de répondre aux aspirations et aux problèmes

sociaux qui se posent dans nos pays. Et par là même en tant que représentant de ce pouvoir colonial il ne peut que proférer des bourdes racistes.

Pourtant il n'est pas difficile de comprendre que les Antillais aspirent à remplir tous les postes dans l'enseignement et ailleurs qu'ils sont à même de remplir.

Les Antillais constituent un peuple jeune en pleine évolution et à ce titre ont des problèmes qui ne sont pas les mêmes qu'une vieille nation riche et impérialiste comme la France.

Lorsque dans un pays de Noirs, des Noirs réclament de travailler à tous les postes qu'ils peuvent remplir, c'est juste et dans le sens des choses qui évoluent. Il y a aujourd'hui bien plus d'enseignants formés et qualifiés qu'autrefois.

Invoquer le racisme pour protéger des postes « réservés » pour des Blancs précisément originaires de la Nation qui commande, dirige et décide de tout ici, c'est cela qui constitue le racisme et le racisme officiel. On est bien obligé de constater que les gouvernements changent en France et que ce racisme continue à se manifester de plus belle.

A L'ANPE : GRÈVE DES EMPLOYÉS CONTRE L'EMBAUCHE DE BLANCS

Le lundi 28 Septembre les travailleurs de l'ANPE ont fait grève pour protester contre le fait que deux employés blancs venant de France ont eu priorité sur des Antillais pour deux postes vacants. Les employés ont exigé que ces deux postes soient occupés en priorité par des employés recrutés sur place.

Il semble que, tout en leur donnant satisfaction concernant ces deux postes, le ministère des DOM ait fait remarquer qu'il gardait la possibilité de créer des postes réservés à des Français bien de France -

c'est-à-dire à des Blancs ! Et ce sont ces gens là qui s'offusquent et qui traitent les autres de racistes !

Les Noirs des Antilles ont raison de ne pas tolérer qu'on réserve des postes spécialement pour des Blancs ici. Les employés ont bien posé le problème en disant qu'ils ne repoussaient pas la candidature des Blancs en général, puisque certains Blancs ont des attaches familiales ici, mais refusaient la priorité accordée automatiquement à tout ressortissant blanc originaire de la métropole coloniale.

LES ANTILLES BELLES MAIS... SALES !

Carcasses de voitures, sacs en plastiques, chiens crevés, débris de poubelles, et toutes sortes de débris jonchent les rues des villes, les abords des habitations et les campagnes.

Les Antilles sont certainement un des lieux les plus sales qui soient. Rats, ravets, chiens errants, toute sorte de vermine constituent l'environnement habituel et quotidien.

On s'habitue à tout... même à la saleté. Les habitations se font de plus en plus rares. Les réactions aussi. Les alentours de Fort-de-France et toute une partie de la vieille ville sont une grande poubelle. Pointe-à-Pitre c'est pareil. Et on pourrait citer d'autres endroits.

Cela n'est pas étonnant quand on sait que les services chargés de faire face à ces problèmes contribuent eux-mêmes à la saleté. Il n'est pas rare d'assister en plein jour au ramassage de poubelles ou de voir

celles-ci traîner pendant la fin de la semaine dans toutes les rues des villes. Les organismes tels SIG, HLM et autres maintiennent eux-mêmes leurs locataires dans des logements d'une saleté repoussante.

Depuis que le personnel de la SIG a diminué en proportion importante, les cités sont devenues de véritables parcs à cochons.

Les immeubles eux mêmes ne sont pas entretenus ni repeints depuis près de dix ans. Les jardins et squares tombent en ruine sans que ni municipalité ni responsables de ces immeubles et cités s'en occupent.

Mais cela n'a rien d'étonnant car ni les administrateurs de ces sociétés, ni la plupart des responsables de tous ces services de propreté (voiries) n'habitent au même endroit que la majeure partie de la population.

MARTINIQUE : LA POPULATION DE CASE-PILOTE MET EN CAUSE L'ATTITUDE DE LA MUNICIPALITE

Depuis le lundi 28 Septembre, 2 habitants de Case-Pilote font la grève de la faim pour exiger que soit nommée une commission d'enquête afin de vérifier l'état des finances de la municipalité.

Cette grève de la faim est l'aboutissement de toute une campagne menée par un Comité intitulé « Case-Pilote doit vivre » dans lequel on retrouve des membres ou sympathisants du PPM. Le comité dénonce le fait que notamment il n'y ait pas de travail, que le maire, Roger Lise, giscardien bon teint, en outre sénateur et conseiller général n'ait rien fait pour empêcher la distillerie de fermer, que les terres agricoles de la commune risquent d'être accaparées pour construire des logements, que le port de pêche est inutile et ne sert qu'aux amis de Roger Lise qui y amarrent leurs yachts...

Bref, on le voit, c'est toute l'activité municipale qui est passée au crible. A cela s'ajoute des dénonciations pour détournement et utilisation des biens communaux à des fins privées, par certains membres bien en cour de la municipalité !

Et après avoir informé la population de ce fait, les membres du Comité, une quinzaine environ semble-t-il sont passés à l'action et ont fait un « Sit-in » dans la rue de Case-Pilote. Quelques jours plus tard, le samedi 26 Août, le comité a organisé une occupation de la mairie de la commune. Et ce n'est que plusieurs heures plus tard que la mairie a été évacuée par les gendarmes sous l'ordre du préfet Chevance, le « démocrate » tant vanté par le PPM qui a pris la décision à la requête du giscardien Lise.

Quel que soit ce que l'on peut penser des formes prises par l'action des Pilotins - et notamment nous ne sommes pas personnellement partisans de la grève de la faim comme moyen de lutte - il n'empêche que le problème soulevé dépasse, et de loin, les bornes de la commune de Case-Pilote.

Car, c'est depuis des dizaines d'années

que l'incompétence et la complaisance de certains élus ont facilité les capitalistes et les colonialistes dans leur tâche de domination de la population pauvre de Martinique. A cela s'ajoute bien entendu le fait que les dirigeants des municipalités dans leur grande majorité se servent du peu de pouvoir octroyé par l'état colonial pour recruter des hommes de main, et permettre l'accès à la mangeoire à leurs fidèles et à leurs amis. Et en ce sens, ce n'est pas à

Case-Pilote seulement que l'on devrait voir toute une fraction de la population agir et protester, mais ce serait dans presque toutes les communes de la Martinique que les pauvres devraient s'organiser pour demander des comptes à ceux qui maires ou conseillers généraux ou autres élus, participent à l'entreprise d'asservissement des Antillais.

J.B.

SAINT-CLAUDE LE CHEF BLANC DE L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE EST AU-DESSUS DES LOIS !

« Ni le Président de la République, ni le Ministre de la Santé Jack Ralite ne peuvent se substituer à la direction de l'hôpital psychiatrique, ni à mon autorité. Il n'est pas question de réintégrer qui que ce soit, je n'accepte aucune pression, ni aucune réintégration ». C'est en ces termes que Monsieur Fisher, directeur de l'hôpital psychiatrique de St Claude a répondu à Jacques Caneval journaliste à RCI qui l'interrogeait, propos de la récente lettre du ministre de la santé adressée au préfet et qui après avoir noté le caractère abusif des licenciements lui enjoignait de réintégrer les 14 employés licenciés l'an dernier.

C'est à un véritable petit dictateur des colonies que nous avons affaire, et il semblerait bien que le Préfet Maillard abonde

dans son sens, lui qui depuis le 30 juillet dernier n'a toujours pas donné suite à la lettre du ministre.

Non seulement le directeur de l'hôpital psychiatrique se comporte en dictateur, mais de plus il se croit purement et simplement au dessus de la loi qu'il invoquait quand il s'agissait de licencier !

Rappelons que le Parlement vient de voter une loi d'amnistie dont le champ d'application concerne précisément cette affaire. C'est une véritable déclaration de guerre que vient de faire M. Fisher aux 14 agents licenciés, mais aussi à l'ensemble des agents de l'hôpital et à toute la population de la Guadeloupe.

Décidément les chefs blancs qui sont en Guadeloupe et en Martinique se sentent

bien forts, et ne veulent aucun changement. Mâter la population et se « casser du noir », et s'accrocher à leurs privilèges coloniaux, tels sont leurs désirs à peine cachés !

Les agents licenciés s'affirment plus que jamais décidés à imposer leur propre changement. Puisque M. Fisher semble vouloir à tout prix la guerre il finira par l'avoir. Car si M. Fisher, soutenu par le Préfet, lui-même donne l'exemple et ne respecte pas les lois de sa propre administration, les travailleurs sauront eux aussi s'en passer si nécessaire pour obtenir leur réintégration.

MARTINIQUE SCHOELCHER : LES HABITANTS

DE FONDS-BATELIERE OCCUPENT LA MAIRIE



Les habitants de Fonds-Batelière occupent la mairie.

Les habitants de Fonds-Batelière viennent de montrer qu'ils ne se laissent pas prendre aux promesses fallacieuses du maire de la commune de Schoelcher, le bois-bois du colonialisme qu'est Eustache Bertrand.

A l'origine de l'affaire, il faut savoir que le quartier de Fonds-Batelière s'est constitué il y a près de 20 ans en bordure de la

mer sur une terre appartenant à la SODEM, sur le territoire de la commune de Schoelcher. Les habitants sont venus là car comme d'autres à l'époque qui ont formé Volga-Plage ou Texaco, ils n'avaient pas d'autre endroit où aller.

Depuis cette date, le maire de Schoelcher, prenant prétexte du fait que les habi-

tants occupent un terrain qui ne leur appartient pas, a refusé de les considérer comme citoyens de sa commune : ils ne sont pas inscrits comme électeurs, ils n'ont pas d'eau. Pourtant près de 400 personnes habitent le quartier. Cette situation arrangeait d'autant plus Bertrand que cela lui permettait d'éviter de rendre des comptes à une population de travailleurs et de petites gens qui a priori ne lui était pas favorable.

Bernés depuis des années, les habitants en ont eu assez. Ils ont constitué un comité de défense et ont occupé la mairie. Ils ont arraché à la municipalité la promesse de construire des bornes-fontaines pour alimenter le quartier en eau potable.

C'est en traînant la patte que le tyranneau de Schoelcher a obéi aux injonctions de la population. Les 4 bornes-fontaines construites ne délivraient de l'eau que parcimonieusement. Cela ne faisait pas l'affaire des habitants du quartier qui sont allés rappeler au maire sa promesse en réoccupant la mairie le samedi 26 septembre. Bertrand qui se croyait déjà débarrassé des contestataires n'a pu s'en tirer qu'en affirmant qu'il allait faire en sorte que l'amélioration soit réelle.

Une nouvelle promesse que les habitants du quartier sont décidés à le contraindre à tenir.

J.B.

Comité de Lutte des Chômeurs de la SANTÉ.

APPEL AUX CHÔMEURS

Le Comité de Lutte des chômeurs de la Santé invite tous les chômeurs qu'ils soient de la Santé, du commerce, du Bâtiment ou de tout autre secteur, de même que tous les jeunes qui ont été orientés à la fin de l'année scolaire à la vie active, à une Assemblée Générale qui se tiendra le jeudi 8 Octobre à 15 h précises à la Maison des Syndicats.

Chômeurs, ne restons pas isolés, groupons-nous pour lutter ensemble, car nous représentons une force.

Chômeurs, Le nouveau Gouvernement s'était engagé, sitôt son installation à créer 55 000 emplois immédiats dans le secteur public, à accorder les 35 h sans diminution de salaire... Aucune de ces promesses jusqu'à ce jour n'a été réalisée.

Chômeurs, comptons avant tout sur nous-mêmes et luttons ensemble pour la création d'emplois chez nous.

Par ailleurs, le Comité de Lutte des Chômeurs de la Santé dénonce les agissements de la Société ERIA-Antilles qui profite de la situation de crise dans l'emploi pour offrir des emplois fictifs aux chômeurs moyennant 150 frs.

Cette société à l'heure où nous écrivons a fermé ses portes sans donner satisfaction aux demandeurs d'emploi.

Pour le Comité,
G. Joachim Arnaud
F-de-F, le 25 Septembre 81.

ÉCHOS DES ENTREPRISES — ÉCHOS DES ENTREPRISES

SIG : TRAVAIL DOUBLE MÊME TRIPLE...

Durant la période de vacances nous travaillons double car les femmes de ménage ne sont pas remplacées. La direction serait bien obligée de trouver des solutions si nous la laissions avec le surplus de travail sur les bras et face au mécontentement des locataires.

LA MENSUALISATION DE LA MISÈRE.

Depuis quelques temps la direction prétend avoir « mensualisé », les femmes de ménage ; Tout simplement parce que maintenant nous touchons intégralement notre salaire même lorsque nous avons été malades.

Mais ce n'est que la poudre aux yeux. Le véritable problème reste que nos salaires sont toujours aussi bas et d'autant plus bas que, sous prétexte que nous travaillons 36 h par semaine, nous ne touchons même pas le SMIC mensuel... mais le SMIC horaire... payé chaque mois. C'est-à-dire moins de 1800,00 frs.

Cela ne fait pas le compte. C'est surtout un bien meilleur salaire mensuel qu'il nous faut. Et c'est cela que nous avons intérêt à revendiquer.

OÙ EN EST L'AFFAIRE DE NOTRE CAMARADE SILOU ?

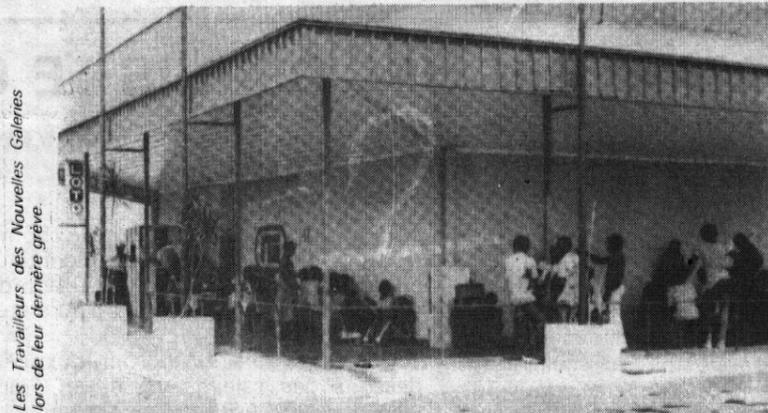
Le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre a considéré qu'il n'y avait pas eu de séquestration du conseil d'administration il y a deux ans. Or, on s'en souvient c'est pour pour cette raison que Silou avait été licencié par Tavernier.

Normalement donc, notre camarade devrait obtenir gain de cause. Il devrait toucher intégralement un rappel correspondant à deux ans de salaire et être réintégré à la SIG. Mais pour l'instant, il reste une démarche à entreprendre auprès du Ministère du Travail : un recours en annulation de la décision de licenciement.

Après quoi, les prud'hommes devront statuer à nouveau.

Comme on le voit, la justice est toujours très rapide pour licencier des travailleurs et beaucoup moins quand il s'agit de leur faire recouvrer leurs droits. C'est une justice bourgeoise faite pour les patrons et pas pour les travailleurs.

NOUVELLES GALERIES



Les Travailleurs des Nouvelles Galeries lors de leur dernière grève.

CLIMATISEURS EN PANNE : C'EST JUANDON QUI A EU CHAUD !

Depuis longtemps, nous connaissons les ennuis de climatisation, car le système a été mal conçu et fonctionne très mal. Mais depuis quelques temps, pour les réservistes et dans certains bureaux, cela devenait intenable. Nous devions ouvrir les fenêtres et recevoir, faute de fraîcheur, les fumées de la décharge publique ;

L'inspection du Travail, il y a un mois, a mis en demeure la direction de faire fonctionner les climatiseurs dans les deux mois.

Le mercredi 16, les employées du bureau d'achat décidèrent de cesser le travail et firent parvenir une lettre à Juandon lui signifiant qu'elles ne reprendraient pas le travail dans ces conditions.

Deux jours après, un climatiseur individuel était installé dans ce bureau. Cette journée de grève a donc été payante, nous avons rarement vu la direction aussi pressée de nous satisfaire.

En agissant comme les employées, les

réservistes n'auraient pas à attendre deux mois !

AVEC JUANDON, PAS LE DROIT D'ÊTRE MALADE

Juandon a inauguré un nouveau système concernant nos congés : si dans l'année nous prenons 8 jours de congé de maladie, on nous retire une journée de nos congés annuels. 2 journées pour 2 semaines de maladie etc... Il a également retiré 2 jours à chacun de nous à cause de notre grève de Juin 80.

Juandon cherche réellement des ennuis. Ce chef blanc raciste et exploiteur a tout des anciens chefs blancs esclavagistes.

Pourtant sa machoire cassée aurait dû lui ouvrir l'esprit et le faire réfléchir.

Autrefois quand les esclaves en avaient assez des traitements des esclavagistes blancs ils les attaquaient, brûlaient leurs maisons. Certains ont même péri aussi lors de révoltes d'esclaves.

Face aux esclavagistes, il n'y a que ce langage qui compte. Le reste ils ne peuvent le comprendre.

MARTINIQUE

SUR L'AIR DE LA PERFECTA :

A la dernière réunion des délégués du Comité d'Entreprise et des délégués du personnel avec les PDG, le 1er Septembre, ceux-ci ont refusé catégoriquement d'entendre parler du 13ème mois. Ils ne voulaient discuter que sur la base d'une prime de fin d'année dans laquelle notre prime de vacances serait comprise.

Autrement dit, ils se fichaient de notre tête !

Les délégués leur ont alors dit qu'ils

DELATRE-LEVIVIER

« YO TOUJOU KA PALÉ MÊME YO PA NI AYEN POU DI... ».

avaient l'impression de perdre leur temps à cette réunion, et ils leur ont demandé d'arrêter de dire des âneries. Les PDG ont alors pris la mouche : leur porte-parole Constantin a déclaré aux délégués que s'ils avaient l'impression de perdre leur temps et d'écouter des âneries, ils n'avaient qu'à sortir !

Il faut croire qu'ils n'avaient vraiment rien à nous proposer pour tenir si peu à notre présence à la réunion !

MARTINIQUE DE LATTRE LEVIVIER UN RACISTE PRIS SUR LE FAIT.

Alors qu'une dizaine de camarades ont fait un stage de chefs d'équipe il y a quelques mois, on vient de voir deux nouveaux chefs blancs arriver à l'entreprise, l'un à la mécanique et l'autre au montage. Ces deux chefs remplacent deux autres chefs blancs qui sont partis.

Comme quoi la soi-disant intention de Rein de former des chefs d'équipe noirs pour remplacer les blancs n'est pas allée plus loin que de simples paroles.

Il n'y a décidément rien à attendre d'un raciste. Raciste il est, raciste il reste !.

MARTINIQUE - METALLURGIE PERSPECTIVES POUR L'AN 2000...

Finalement, aux différentes revendications proposées aux PDG, principalement la Saint-Eloi et le 13ème mois, ceux-ci ont répondu qu'une réponse nous serait donnée en novembre ou décembre, parce que pour le moment ils ne savaient pas ce que le gouvernement de gauche en France allait faire !

Ainsi pour une fois ils ont trouvé un prétexte en or pour nous faire attendre ! Mais comme finalement ils ne veulent rien céder, ils auraient tout aussi bien pu nous dire d'attendre, le 1er Janvier, le 1er Avril, l'année-cannelle ou même l'an 2000 pendant qu'ils y sont !

Mais nous, allons-nous attendre si longtemps ?

METALLURGIE MERCI PATRON !

Lors de la réunion des délégués avec les PDG, Constantin a refusé de nous accorder la demi-journée de la Saint-Eloi comme nous le réclamions, en prétextant qu'ils nous avaient déjà accordé la journée du 22 mai.

Ainsi nous avons appris de la bouche de ces grands patrons que c'était eux qui nous avaient généreusement donné le 22 Mai !

Ils ont sans doute oublié nos grèves pour obtenir cette journée, et notamment la grande grève de 78... à moins qu'ils ne tiennent pas particulièrement à se rappeler ces mauvais souvenirs !

GRAND-BOURG LA POPULATION PEUT MAINTENANT SE DONNER LES MOYENS DE CONTRÔLER TOUT CE QUI LA CONCERNE

Les élections municipales partielles de Grand-Bourg de Marie-Galante ont eu comme résultat la victoire de la liste conduite par Jean Girard sur celle de Marcel Etzol maire sortant. Ce dernier totalisait 934 voix contre 1424 à la liste Girard.

Dimanche 27 Septembre, le « comité populaire de Grand-Bourg » et le nouveau conseil municipal organisaient à l'élection du maire, une grande fête populaire. Ce sont des centaines de personnes qui se sont retrouvées dans les rues de Grand-Bourg pour manifester leur joie et affirmer leur soutien à la liste qu'ils avaient choisies ainsi qu'à Girard. Et c'est dans une chaude ambiance populaire que les différentes manifestations du week-end se sont déroulées : vidé, défilé, élection du maire et des adjoints, cérémonie de la « mare au punch », banquet et bal.

La population a montré qu'elle avait su se débarrasser d'un maire de plus en plus détesté, d'un Etzol, dont la conduite de petit despote vulgaire et méprisant devenait de plus en plus insupportable.

Les différentes manifestations démontraient certes la satisfaction d'une grande fraction de la population à l'égard de la nouvelle équipe en place mais aussi la satisfaction d'avoir pu s'organiser victorieusement contre Etzol, d'avoir pu déjouer ses manœuvres frauduleuses et « musclées ».

Le scrutin du 20 septembre s'est en effet déroulé en grande partie sous le contrôle de cette fraction de la population. A preuve, ces centaines d'électeurs qui d'un commun accord avaient décidé d'entrer ensemble dans les bureaux de vote pour éviter que certains se laissent intimider par les manœuvres d'Etzol ; à preuve encore cette vigilance de tous les instants pour que le scrutin se déroule le plus démocratiquement possible.

Cette mobilisation populaire qui s'est révélée lors des élections municipales peut être mise à profit par la population de Grand-Bourg et des autres communes de Marie-Galante pour bien

d'autres choses.

Cette population est confrontée à des problèmes quotidiens : problèmes scolaires, hygiène publique, manque d'eau courante, coupures d'électricité fréquentes, liaisons maritimes et aériennes défectueuses et de plus en plus chères, liaisons téléphoniques encombrées, bref, ce ne sont pas les problèmes qui manquent. Problèmes culturels et de loisirs aussi quand on pense que pour les dix huit mille habitants de l'île il n'y a pas un seul cinéma.

Eh bien de la même façon que la population a pu s'organiser pour gagner une élection elle peut aussi le faire pour résoudre tous ces problèmes. Il s'agira pour elle de faire constamment savoir ses problèmes à la municipalité et

contrôler ce qui est fait. Jean Girard s'affirme anti-colonialiste et prêt à œuvrer dans l'intérêt de la population des pauvres et des travailleurs. C'est donc le bon moment pour la population, forte de l'appui d'un nouveau maire qu'elle a mis en place de poser tous ses problèmes, de les discuter ensemble en groupe, par quartier ou par secteur socio professionnel. Si toutes les propositions et les décisions émanent profondément de la population, la force qui se dégagera d'un tel mouvement sera conforme à celle qui s'est dégagée lors des élections.

Les jeunes, les femmes, les travailleurs, de tous les secteurs : artisans, paysans éleveurs, pêcheurs ont chacun des problèmes. Ils peuvent se regrouper en comité pour que chaque

problème ayant trait à leur vie professionnelle, économique et culturelle soit étudié et peu à peu résolu. La population de Grand-Bourg a la possibilité de faire triompher bien d'autres revendications et aspirations. La façon dont s'est déroulée l'élection et le mouvement populaire qui s'est mis en branle à cette occasion sont peut être une bonne rampe de lancement pour un tel contrôle permanent par les travailleurs, les pauvres de tout ce qui les concerne au sein de la municipalité. Ils peuvent maintenant faire savoir au pouvoir colonial que le temps est fini où ils n'étaient considérés que comme de bons électeurs... Et qu'ils sont prêts à s'organiser eux mêmes pour changer leur sort.

BEAUPORT : SEULE LEUR LUTTE PERMETTRA AUX TRAVAILLEURS D'AVOIR SATISFACTION

C'est mardi dernier 29 septembre que les ouvriers de l'usine Beauport se sont réunis en assemblée générale.

Il s'agissait pour eux d'entendre un compte rendu de la réunion qui s'est tenue à Paris sur la restructuration de l'industrie sucrière et où bien évidemment des décisions ont été prises les concernant.

L'un de leurs responsables syndicaux y a participé et c'est lui qui leur fit le compte rendu à l'assemblée générale.

Les propriétaires de l'usine Beauport n'entendent plus la faire tourner et à cet effet ils vont très bientôt déposer leur bilan. Selon les rumeurs, cela devrait être fait mercredi 30 septembre ou jeudi 1er Octobre.

Momentanément la gestion de la SAUB va être confiée à M. Huygues Despointes propriétaire de Gardel. Quant à la forme que prendrait

la nouvelle société c'est seulement le 2 Octobre qu'elle sera connue selon une circulaire parvenue le jour même de l'assemblée générale aux responsables syndicaux. Mais M. Despointes n'accepterait cette gestion qu'à la condition que les pouvoirs publics l'autorisent à licencier plus de 50 salariés sur les 248 que compte aujourd'hui l'usine.

Enfin le conseil général de la Guadeloupe doit se réunir vendredi 2 Octobre sur cette question. Voilà quelles sont les principales informations qui furent communiquées aux ouvriers de Beauport le mardi 29 septembre.

Si les travailleurs de Beauport ont reçu avec satisfaction la nouvelle selon laquelle l'usine tournera au moins l'année prochaine, ils ne sont absolument pas disposés à accepter même un seul licenciement.

Et ils sont bien prêts à le faire savoir. Concer-

nant la forme que prendra la nouvelle société, nationalisation totale ou société d'économie mixte, les responsables syndicaux penchent pour leur part plutôt du côté de la société d'économie mixte avec une contribution plus importante du Département que ce qui s'est fait par exemple à Marie-Galante. Ils insistent aussi sur la nécessité pour les travailleurs d'exercer un véritable contrôle sur la marche de l'entreprise.

En quittant la réunion mardi après-midi la majorité des ouvriers de Beauport avait la nette conviction que rien n'est acquis pour l'instant et que seule leur mobilisation et une lutte ardue sont en mesure de contraindre capitalistes et administration à leur donner satisfaction. Mais s'ils veulent que leur lutte aille jusqu'au bout, ceux de Beauport devront veiller à ce qu'ils la conduisent eux-mêmes et qu'à aucun moment d'autres ne s'en chargent à leur place.

CE QUI A CHANGÉ EN MARTINIQUE DEPUIS LE CHANGEMENT DU GOUVERNEMENT :

français parce que les enseignants antillais sont des incapables. Le recteur Chaudet lui aussi a appris sa leçon : maintenant il fait patte de velours !

Comme autres changements, on notera également l'octroi de la journée du 22 mai chômée et payée (après des années de grève des travailleurs), le choix du Lareinty pour la société d'économie mixte (mais le Galion menace de fermer ses portes), une aide financière à la municipalité de Fort-de-France qui était en difficulté, et la nomination de Césaire à la tête d'une commission chargée des affaires culturelles. Plus généralement d'ailleurs on observe que le nouveau gouvernement a choisi Césaire comme interlocuteur privilégié pour la Martinique, et sans doute pour les Antilles.

Cependant on ne peut constater aucun

changement en ce qui concerne les problèmes de la vie de tous les jours pour le gros de la population. D'abord la hausse des prix continue de plus belle. Après l'essence, les produits alimentaires, ce sont les prix des fournitures scolaires qui s'envolent. Dans ce domaine le gouvernement Mitterrand n'a rien changé. Ce sont les petites gens, les travailleurs qui souffrent de cette situation où leur pouvoir d'achat baisse tous les jours.

Ensuite rien n'est réglé non plus dans le domaine du chômage. Là non plus on ne note aucune amélioration : les jeunes continuent toujours à partir en France à la recherche d'un emploi. Aucune politique n'a été mise en œuvre pour juguler le chômage. Et ce n'est pas étonnant quand on voit qu'en France même le gouvernement

se montre incapable de réduire le chômage et que le nombre de chômeurs continue à augmenter. Alors, à plus forte raison dans les DOM où le chômage a toujours été un mal endémique.

Quant aux salaires, ils sont toujours au-dessous des salaires versés en France, bien que la vie soit nettement plus chère ici, ce que reconnaît implicitement le gouvernement en accordant 40 % de prime de vie chère à ses fonctionnaires. L'augmentation de 10 % du Smic n'a même pas rattrapé la hausse des prix de ces derniers mois, et de toute façon le Smic est tellement bas qu'il est impossible de vivre

décemment avec la majorité de la population, les travailleurs et les jeunes sans emploi n'ont donc guère vu d'amélioration à leur situation depuis le changement de

Suite de la page 1

gouvernement en France, même si ce gouvernement se dit « socialiste » et favorable aux plus démunis.

Face aux difficultés que connaissent les travailleurs et les chômeurs, s'étale le luxe insolent et les privilèges de quelques riches, blancs pour la plupart, qui continuent à faire du profit sur l'exploitation des ouvriers : gros propriétaires békés, qui sont souvent en même temps à la tête d'affaires d'import-export, capitalistes du tourisme ou du transport comme Air France, directeurs de sociétés implantées aux Antilles et qui rapportent de juteux bénéfices, bourgeois de toutes sortes.

Ceux-là n'ont aucunement été lésés par le nouveau gouvernement. Rien d'étonnant à cela quand on constate qu'en France même les nationalisations sont une forme déguisée d'aide aux capitalistes qui reçoivent en échange d'énormes paquets d'argent. Mitterrand ne veut pas plus aux Antilles qu'en France s'en prendre aux richesses et aux grosses fortunes.

Claire Goya

SODEG : ALORS QUE LES GROS PILLENT LES CAISSES, LES PETITS DEVRAIENT SUBIR LEUR LOI !

Tout cela ne nous étonne guère et même si quelques grosses têtes font quelques semaines voire quelques mois de prison, combien prospèrent tranquillement...

La SODEG et les autres sociétés immobilières ou de construction, sont des sociétés qui, dans la dernière décennie, ont participé aux plus grands travaux de réaménagement, de construction de logements de la Guadeloupe. Et ces pratiques au cours desquelles des fortunes ont été constituées, se sont faites au mépris de centaines voire de milliers de petites gens.

Ce sont les « petits » qui pendant des années ont été à la merci de tels hommes et de ceux qui les ont précédés lorsqu'il s'est agi de « décaser », de construire : autant d'activités qui mettaient aux prises des pauvres gens avec ces grosses sociétés d'argent. Ce sont les « petits » qui retrouvaient leurs maisons encerclées par

les bulldozers de ces sociétés, lorsqu'incapables d'envisager d'aller habiter dans une cité, ils tardaient un peu trop à « déguerpir ». Ce sont les petits qui ont dû vendre quelque fois pour une bouchée de pain, terrain et maison pour que soient construits des logements certes, mais aussi pour que les requins fassent de juteuses opérations. Ce sont les petits qui ont été trimballés sans ménagement, avec mépris et qui ont vu leur maison transportée sur un camion, telle une tortue transportée sa carapace, de bidonvilles en bidonvilles. Même lorsque des logements étaient proposés, beaucoup étaient incapables de faire face aux charges supplémentaires que cela entraînait pour eux. Et combien de ces petites gens n'ont jamais été relogés et habitent maintenant dans d'autres bidonvilles.

Société d'exploiteurs, de corruption, de

trafic de biens publics. Voilà leur société. Aujourd'hui certains hommes politiques de gauche s'avisent que cela a été trop loin en Guadeloupe et veulent faire un peu de ménage ! Soit ! Mais jusqu'où ira leur justice ? Bien malin celui qui peut le dire aujourd'hui. Ils ont décidé de commencer. Ils s'arrêteront là où les capitalistes estimeront qu'ils vont trop loin.

En attendant, les mêmes sociétés, en particulier la SODEG, continuent, avec tout aussi peu de contrôle de la population sur les diverses opérations engagées.

Partout où sont en cours des décasements, où de tels projets existent, les petites gens ont intérêt à s'organiser pour exiger, avant d'évacuer les lieux, des garanties pour qu'au moins leur soit attribué un logement, un appartement dans les cités à construire.

Marianne Tibus

Suite de la page 1

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728